



«L'aggiornamento des sciences économiques en France : le cas strasbourgeois au tournant des années 1970»

Auteurs

Rodolphe Dos Santos Ferreira, Ragip Ege, Sylvie Rivot

Document de Travail – Hors-série n°2022-01

Janvier 2022

Notice introductive : **Claude Diebolt**

BETA
Bureau d'économie
théorique et appliquée

Site : <https://beta-economics.fr>

 [@beta_economics](https://twitter.com/beta_economics)

Contact :
jaoulgrammare@beta-cnrs.unistra.fr



**L'aggiornamento des sciences économiques en France :
le cas strasbourgeois au tournant des années 1970**

Rodolphe Dos Santos Ferreira, Ragip Ege, Sylvie Rivot*
Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (BETA), Université de Strasbourg

Notice introductive

Notre but, c'est le chemin !

Avouons-le sans vergogne, au Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (BETA) nous cultivons ici et là une étrange mémoire, souvent lacunaire et prête à réécrire le passé de notre laboratoire en vertu des droits de la fiction.

Prendre le temps de nous tourner vers le passé, *wie es eigentlich gewesen ist* à la Ranke¹, devient dès lors essentiel. *L'aggiornamento des sciences économiques en France : le cas strasbourgeois au tournant des années 1970* y contribue de manière magistrale. A sa manière, cet article explore nos souvenirs personnels. L'empreinte du passé est ici source de vie ! Ce faisant, le texte de Rodolphe Dos Santos Ferreira, Ragip Ege et Sylvie Rivot oscille entre la nécessité de secouer les inerties et le devoir de mémoire. Entre mémoire à préserver et oubli à assumer, entre nostalgie et quête de la modernité, l'article est une illustration lumineuse du point de départ de 50 ans de persévérances.

Persévérer malgré l'adversité, tel a été, dès son origine, le mot d'ordre du BETA. L'article livre un remarquable acte de contextualisation en la matière. Il convoque le vaste spectre des activités scientifiques qui ont forgé l'identité de notre structure de recherche. Tout d'abord avec la création, en 1970 au sein de l'Université Louis Pasteur, de l'Unité d'enseignement et de recherche (UER) de sciences économiques. Puis, en 1972, par la création même du BETA, sous l'impulsion de Jean-Pierre Daloz, de Guy Ourisson et de Jean-Paul Fitoussi.

A titre personnel, j'y retrouve également l'empreinte épistémologique de Wilhelm Dilthey², c'est-à-dire la ferme volonté de comprendre (*Verstehen*) et d'expliquer (*Erklären*), de marier les sciences de la nature (*Naturwissenschaften*) avec les sciences de l'esprit (*Geisteswissenschaften*), de forger une pensée analytique et non plus exclusivement descriptive, riche d'une démarche scientifique renouvelée, à la fois héritière des sciences humaines et sociales, enrichie des avancées majeures dans le domaine des sciences exactes, et portée par une réelle ambition à dimension internationale.

Aujourd'hui, à l'heure de fêter le 50ème anniversaire du BETA, il apparaît, sans paralogismes, que notre laboratoire, fort de son histoire mouvementée, a su rester fidèle à ses valeurs de persévérance tout en prônant, plus que jamais sans doute, une vision unifiée de la science.

En définitive, « *tout amuse quand on y met de la persévérance. [...] On n'arrive à la vérité (et à la moralité) qu'à force de temps, d'art et de patience.* »³

Claude Diebolt, Noël 2021.

¹Cf. La *Vorrede* de Leopold Ranke : <https://www.digitale-sammlungen.de/de/view/bsb10408217?page=5>, consulté le 1^{er} décembre 2021.

²Cf. Dilthey W.: *Wilhelm Diltheys Gesammelte Schriften, I. Band: Einleitung in die Geisteswissenschaften. Versuch einer Grundlegung für das Studium der Gesellschaft und der Geschichte*, Verlag von B.G. Teubner, Leipzig und Berlin, 1922.

³Gustave Flaubert cité dans Tondeur, Claire-Lise : *GUSTAVE FLAUBERT, CRITIQUE. Thèmes et structures*, Purdue University Monographs in Romance Languages, No. 15, John Benjamins Publishing Company, Amsterdam/Philadelphia, 1984, p. 53.

L'aggiornamento des sciences économiques en France : le cas strasbourgeois au tournant des années 1970

Rodolphe Dos Santos Ferreira, Ragip Ege, Sylvie Rivot*

Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (BETA), Université de Strasbourg

in *Œconomia: History, Methodology, Philosophy*,
10 – 1, 2020, Les économistes français (1970-1985), pp. 57–69

<https://doi.org/10.4000/oeconomia.7886>

Résumé

L'article propose le récit d'un épisode vécu par les sciences économiques au tournant des années 1970 à Strasbourg. Dans la dynamique impulsée par la loi Faure de 1968, elles se sont détachées de la Faculté de droit pour s'intégrer dans une université de sciences naturelles. L'autonomie institutionnelle ainsi acquise a favorisé l'approche analytique dans l'enseignement et la recherche et la création d'un laboratoire autour duquel s'est activée une vie scientifique renouvelée.

Abstract

The paper tells the story of an episode through which 'economic sciences' went in Strasbourg in the early 1970s. Within the dynamics fostered in the universities by the 1968 Faure law, economics quitted the law department and entered as an independent department into a university of natural sciences. This institutional autonomy favored an analytical approach in economics teaching and research, and triggered the creation of a laboratory driving the renewal of scientific activity.

Codes JEL: A20, B20, B40, I23, N01.

1. Introduction

Dans les années 1960 à Strasbourg – mais le cas strasbourgeois n'est certainement pas un cas déviant de la situation française en général – les *sciences économiques* sont encore enseignées

* Les auteurs tiennent à remercier pour leurs remarques éclairantes et constructives Christophe Chamley, Philippe Artzner, Jean-Luc Gaffard et deux rapporteurs anonymes.

d'une manière essentiellement descriptive et désintégré. Elles n'ont toujours pas acquis dans la Faculté de droit¹ une véritable autonomie et reflètent leur statut de discipline auxiliaire, contribuant à la culture générale des juristes en formation. L'institutionnalisation universitaire de l'économie au sein des Facultés de droit est en fait une caractéristique continentale de l'histoire des sciences par opposition à la tradition anglaise où c'est au sein de la philosophie morale que l'économie politique a trouvé accès à l'enseignement universitaire (cf. Le Van-Lemesle, 1986). En France, ce n'est qu'à partir de 1960 que les étudiants ont accès dès le premier cycle à la licence ès-sciences économiques – et encore avec peu de matières différenciées par rapport à la licence en droit. On constate l'existence d'un très grand écart relativement à l'enseignement économique dans d'autres pays, notamment les pays anglo-saxons, mais aussi par rapport à ce qui se pratique en France dans certaines grandes écoles.

Dans ce contexte, un mécontentement concernant l'état de l'enseignement et de la recherche et l'aspiration à une autre forme de pratique scientifique prennent corps à Strasbourg chez les *assistants*, à la fois enseignants et doctorants, de sciences économiques. Ce mécontentement est à l'origine d'une dynamique qui conduira à l'autonomisation de la discipline, en la séparant de la Faculté de droit et en l'intégrant dans une université où les sciences naturelles sont dominantes. Dans cet article nous souhaitons faire le récit de cet épisode singulier et de ses conséquences proches et aussi mener une réflexion sur quelques enseignements épistémologiques qu'il peut inspirer.

Les sciences économiques présentent par ailleurs à l'Université de Strasbourg une singularité due à son histoire, qui remonte à la création en 1872 de la prestigieuse *Kaiser-Wilhelms-Universität* (cf. Dos Santos Ferreira et Ege, 1989). La Faculté de droit et des sciences politiques de cette université devient sous Gustav von Schmoller le siège de la « Jeune Ecole Historique » et du mouvement connu sous le nom de « socialisme de la chaire ». On sait que dans la tradition historiciste allemande l'économie était une composante d'une très vaste discipline intitulée *Staatswissenschaften* – les « sciences de l'Etat » – intégrant économie politique, finances publiques, science administrative, histoire et statistique. Par opposition à la méthode jugée trop abstraite et dogmatique des « manchestériens », Schmoller œuvre dans cette discipline pour une pratique de la recherche essentiellement tournée vers la production de monographies descriptives. En parallèle, les sciences économiques se particularisent aussi à Strasbourg par une orientation analytique incarnée par Wilhelm Lexis, formé en physique et en mathématiques

¹ L'intitulé officiel est, depuis 1956-57, *Faculté de droit et des sciences politiques et économiques*, mais l'esprit de l'institution est clairement dominé par le droit.

et nommé à Strasbourg dès 1872, qui y publie notamment en 1875 une introduction à la théorie de la statistique de la population. On peut associer à cette orientation son successeur Georg Friedrich Knapp et son disciple Ladislaus von Bortkiewicz, dont la carrière universitaire commence à Strasbourg comme *Privatdozent*. Il faut noter que la démarche analytique s'exprime chez les trois auteurs, non seulement dans leur œuvre statistique mais également dans leurs contributions non formalisées à l'économie politique.²

Nous allons voir que l'épisode qui se déroule à Strasbourg à l'occasion de la migration des sciences économiques vers une grande université scientifique reproduit certains aspects de l'épisode wilhelmien, principalement la cohabitation des approches mathématique et non formalisées, mais aussi la dimension internationale.

2. Les institutions

Les premiers pas

L'enseignement de l'économie dispensé à Strasbourg dans les années 1960 est, comme nous l'avons rappelé, essentiellement descriptif et fortement désintégré. Ce que l'on identifie alors comme *analyse économique* ne surgit sur le plan de l'enseignement que d'une manière épisodique, essentiellement dans le cadre des cours dispensés par Paul Chamley et Paul Coulbois. Paul Chamley enseigne en deuxième cycle l'histoire de la pensée économique en l'orientant dans un sens analytique, notamment par un travail sur des textes, d'Aristote et Thomas d'Aquin à Kant et Hegel.³ Il fait par ailleurs, dans le cadre d'autres enseignements, quelques incursions dans l'analyse microéconomique, en consacrant en particulier un séminaire de troisième cycle à la théorie de l'oligopole, le domaine de sa thèse (Chamley 1944). L'initiation à l'analyse macroéconomique est réalisée en parallèle, dans un autre séminaire de

² Les contributions économiques de Bortkiewicz relèvent cependant en partie de l'économie mathématique. C'est le cas de son analyse des relations entre les calculs en valeurs et en prix dans le *Capital* de Marx, publiées en 1906-07 alors qu'il était déjà à Berlin, et de sa collaboration avec Walras (cf. Bridel 2008). Il est regrettable que le versant analytique de la tradition allemande en économie, au sein de la *Kaiser-Wilhelms-Universität*, ait par la suite reculé au profit du versant descriptif et historique. Sous ce rapport, il est significatif que la proposition d'introduire dans l'enseignement de l'économie un cours – jugé « indispensable » – de « statistique et méthode des sciences sociales », faite par Charles Rist en 1918 à l'occasion d'une restructuration des enseignements de la Faculté de Droit de Strasbourg, ait été refusée (Olivier-Utard 2015, pp.182-184). En revanche, une collaboration originale entre sciences sociales et mathématiques aura lieu au sein de l'Institut de Philosophie de l'Université de Strasbourg à l'initiative de Maurice Halbwachs qui, en 1924, s'est associé au mathématicien Maurice Fréchet pour la rédaction d'un manuel de probabilités à destination des étudiants de sociologie (*ibid.*, pp.305-306).

³ Même si Paul Chamley s'abstient de se référer à l'ouvrage de Joseph Schumpeter, *History of Economic Analysis* (London, Allen & Unwin, 1954), ceux qui s'intéressent à son cours d'histoire de la pensée économique ne manquent pas d'y repérer la conception d'une histoire de l'*analyse*, privilégiant l'étude méthodique et serrée des textes, par opposition à celle des doctrines ou des idées.

troisième cycle, par Paul Coulbois.⁴ C'est d'ailleurs Paul Coulbois qui opère un virage sur le plan de la formation doctorale, en dirigeant presque toutes les thèses préparées par les assistants strasbourgeois, sur des sujets d'*analyse* macroéconomique. Une faille s'ouvre ainsi entre les enseignements confiés aux assistants, où l'essentiel des programmes couvre une thématique éclatée, orientée vers la description d'éléments divers des économies française, européenne ou mondiale, et le travail consacré à la préparation de la thèse, qui est celui de la découverte de la théorie économique, en particulier dans ses productions anglaise et américaine. L'inconfort suscité par cette faille va conduire les assistants à rédiger en 1967 une pétition en vue de la colmater, en proposant une réorientation des enseignements qui leur sont confiés vers l'analyse économique. Cette initiative, prise avec la complicité de Paul Coulbois à la veille de sa mutation à Paris, s'adresse à la « section » économique de la Faculté, qui regroupe les enseignants titulaires de la discipline et qui est présidée, selon le critère d'ancienneté, par Paul Chamley. Ce premier pas reste sans lendemain.

L'année universitaire suivante va cependant être marquée par les « événements » de mai 1968, qui ouvrent la voie à d'autres petits pas. Ceux qui avaient commencé à *contester* les orientations et les pratiques disciplinaires vont naturellement se trouver à l'aise au sein d'un mouvement général de remise en cause de l'ordre établi, sur le plan des grands principes comme des petites habitudes, et à l'égard du monde comme de soi-même. Ils se sentent d'autant plus à l'aise que ce mouvement ébranle l'esprit mandarin et promeut l'horizontalité dans le débat public. Dans les intervalles laissés par le flot de manifestations politiques, d'événements culturels improvisés, de grands débats d'idées se poursuivant tard dans la nuit dans les espaces publics les plus divers, des assistants et des étudiants vont se réunir dans le cadre de comités de programmes qui visent cette fois une refonte de l'ensemble des enseignements économiques.

De son côté, Paul Chamley songe à une restructuration de l'édifice universitaire, où le pouvoir de décision se déplacerait vers les universités, jusqu'alors coincées avec une autonomie très réduite entre facultés et ministère de l'éducation nationale. La volonté d'autonomie est en phase avec un mouvement qui conduit l'université de Strasbourg à s'autoproclamer autonome en assemblée générale dès le 11 mai, avant tout autre université française.⁵ La restructuration à

⁴ Paul Coulbois adopte comme ouvrage de base de son séminaire le manuel de Gardner Ackley, *Macroeconomic Theory* (New York, Macmillan, 1961), conçu pour les étudiants de fin du premier cycle mais constituant pour les économistes strasbourgeois qui vont s'engager dans des études doctorales la première exploration organisée de l'analyse économique.

⁵ Cette précocité strasbourgeoise ne doit pas étonner. Après tout, la première manifestation du mouvement étudiant qui va aboutir à mai 68 est la publication par les étudiants strasbourgeois, à la rentrée 1966, du pamphlet situationniste *De la misère en milieu étudiant*.

laquelle aspire Paul Chamley ne concernerait cependant pas que la relation de l'université avec le pouvoir central, elle viserait aussi le dépérissement des facultés, permettant aux sections disciplinaires – on dira plus tard unités ou départements – d'obtenir elles-mêmes une certaine autonomie. Pratiquement, les sciences économiques pourraient ainsi s'émanciper, dépasser leur statut de discipline auxiliaire du droit et se reconstruire comme une science autonome sur le plan des institutions et des pratiques.

Un grand pas : la loi Faure et la création de l'UER de sciences économiques

Au lendemain des événements de mai 1968, Edgar Faure, ministre de l'éducation nationale, est chargé d'élaborer une loi d'orientation de l'enseignement supérieur. Cette loi, promulguée le 12 novembre 1968, supprime notamment les facultés, en concrétisant la réforme à laquelle aspirait Paul Chamley. En qualité de président de la section économique, ce dernier va participer à sa mise en œuvre par la création des nouvelles universités. Un long processus de gestation aboutit à la fondation en 1970 de trois universités, séparées par des frontières disciplinaires et non politiques, comme c'est le cas dans d'autres académies, marquées par des conflits idéologiques plus vivaces. On a ainsi l'Université Strasbourg I, aussitôt appelée Louis Pasteur, héritière des facultés de sciences, de médecine et de pharmacie, et les Universités Strasbourg II et III, succédant respectivement aux facultés des lettres et de droit.

Si l'on a en tête la dichotomie sciences naturelles – sciences humaines et sociales, on peut s'attendre à voir les sciences économiques intégrer Strasbourg II, en se rapprochant de la sociologie, de l'histoire et de la philosophie, ou bien Strasbourg III, en restant dans le voisinage du droit. Il est vrai que l'Université Louis Pasteur accueille deux sciences sociales, la psychologie et la géographie, mais ces disciplines comportent chacune une face « naturelle », les neurosciences et la géographie physique. Le destin des sciences économiques est moins clair. Pour Paul Chamley le choix est cependant évident, pour des raisons de substance d'abord – rejoindre sur le plan de la recherche les pratiques des sciences naturelles et des mathématiques – mais aussi pour des raisons de stratégie – bénéficier des moyens plus élevés d'une université « scientifique ». Encore faut-il convaincre les partenaires scientifiques du bien fondé d'un tel choix. Mais les sciences économiques n'ont-elles pas aussi, sinon une face naturelle, du moins une face formalisée, l'économétrie – au sens de la Société d'économétrie, c'est-à-dire de « théorie économique, dans sa relation avec la statistique et les mathématiques » ?

Ainsi est créée en 1970, au sein de l'Université Louis Pasteur, l'Unité d'enseignement et de recherche (UER) – vite rebaptisée, paradoxalement, Faculté – de sciences économiques. Paul

Chamley en devient naturellement le premier directeur – vite rebaptisé, lui aussi, doyen. Cette création n'est pas le résultat mécanique de la mise en œuvre de la loi Faure : l'économie ne s'autonomise pas partout en UER indépendante et, quand elle le fait, ce n'est pas en partenariat exclusif avec les sciences naturelles et les mathématiques. L'option strasbourgeoise est donc tout-à-fait atypique. Elle est par ailleurs lourde de promesses... et de menaces.

Du surplace et un grand pas de plus : la création du BETA

La création de l'UER s'accompagne naturellement d'une intense activité de mise en place d'une administration, avec les maigres moyens récupérés de l'ancienne Faculté de droit. Mais des changements se dessinent aussi sur le plan scientifique. Paul Chamley lance l'idée d'un séminaire consacré à la définition de quelques concepts économiques majeurs, aux contours indécis : pour commencer, comment faut-il caractériser les situations de concurrence imparfaite et les équilibres qui y sont associés ? Ce séminaire n'aura pas une longue vie. En visant la construction de concepts et en s'appuyant sur le travail analytique, il incarne le type même de mutation épistémologique recherchée par les assistants, mais qui peut difficilement se faire sans que des résistances ne se manifestent. Et puis la présence de simples doctorants intervenant sur le même pied que les professeurs confirmés paraît insolite, tout au moins aux yeux de ceux qui n'ont pas vécu les événements de mai 68. Lancé dès 1971 par un professeur fraîchement rentré d'outre-mer à Strasbourg, un mouvement contestant le processus initié par Paul Chamley et réclamant le retour des sciences économiques chez les juristes de Strasbourg III, réunit l'adhésion de tous les titulaires.

Au doyen, on demande sa démission, à l'Université Louis Pasteur le feu vert pour la migration des économistes vers l'Université Strasbourg III. Bien entendu, c'est le *statu quo* pédagogique et épistémologique que l'on entend ainsi préserver, même s'il en résulte l'arrêt du processus d'autonomisation de l'économie. Pour y parvenir, les titulaires bloquent par leur absence le fonctionnement du conseil, en jouant sur une règle de quorum qui ne prévoyait pas sa suspension lors d'une deuxième convocation. Ils essayent aussi d'obtenir contre le doyen, qui refuse de démissionner, le concours des étudiants. Et, puisque le doyen est toujours soutenu par les assistants, le renouvellement de plusieurs de ces derniers n'est plus proposé par la commission chargée de leur recrutement, une position qui ne sera pas avalisée par l'université.

L'UER se trouve ainsi paralysée et doit être administrée pendant plus d'une année universitaire par des chargés de mission successivement désignés par le président de l'université, dont l'ancien doyen de la Faculté des sciences, Jean-Henri Vivien. Le président Guy Ourisson suit

de plus en plus près une situation de blocage qui perdure et tend à s'aggraver, en évoluant vers la grève des cours. Il amorce finalement une sortie de crise en menaçant de suspendre les traitements des grévistes virtuels et en confiant à Jean-Pierre Daloz, professeur nouvellement arrivé, une large mission s'étendant à la réforme des statuts de l'UER. La règle de quorum est ainsi modifiée, enlevant aux titulaires le pouvoir de blocage. Mais Jean-Pierre Daloz ne s'en tient pas là, il introduit aussi une réforme des programmes d'enseignement et, à l'instigation de Guy Ourisson et avec la collaboration active de Jean-Paul Fitoussi, crée un laboratoire de recherche, le *Bureau d'économie théorique et appliquée* (BETA).

L'intégration des sciences économiques dans l'Université Louis Pasteur conduit ainsi à un effet qui n'était pas totalement anticipé : l'activité de recherche devient collective en s'organisant, comme dans les sciences naturelles, au sein d'un laboratoire dont le parrain est le chimiste Guy Ourisson. Il convient de souligner que l'action de ce dernier ne se réduit pas à un geste administratif. Malgré les charges de président d'une grande université, Guy Ourisson a toujours su trouver le temps pour interagir avec les économistes, en attirant l'attention des jeunes sur l'importance de la diffusion de leur recherche (concision, présentation en séminaires et colloques, publication) et en allant même jusqu'à participer à tel ou tel débat scientifique. Par ailleurs, il a été à l'origine de la création en 1973, au sein de l'université, du *Groupe d'études et de recherche sur la science* (GERSULP), dirigé d'abord par Liliane Stéhelin – encore une chimiste – et ensuite par Baudoin Jurdant, à partir de 1978. Le GERSULP a connu une forte participation des économistes et a fini par être rattaché administrativement à la Faculté des sciences économiques.

A la sortie d'une longue crise au cours de laquelle il a été temporairement gelé, l'*aggiornamento* des sciences économiques peut enfin se poursuivre, avec des institutions adaptées. A la tête de ces institutions, Faculté et BETA, on va trouver des professeurs sortis par le concours d'agrégation, à partir de 1973, de cet ensemble d'assistants qui avaient contribué au déclenchement du processus : d'abord Jean-Paul Fitoussi, avec lequel on rejoint enfin un régime pleinement pacifié, ensuite Rodolphe Dos Santos Ferreira et Jean-Luc Gaffard.

3. Les pratiques

Diversité

La mutation qui s'opère dans l'enseignement et la recherche, dans le sens d'une approche plus analytique, est loin d'être monochrome. Elle se fait dans la diversité. Certes, le premier cycle atterrit vite sur la future formule standard – analyses micro- et macroéconomique,

mathématiques et statistique – mais n'exclut pas l'histoire économique, par exemple. De nouveaux recrutements, tôt intervenus, correspondent au moins partiellement à cette évolution. Philippe Artzner, mathématicien, est recruté sur un poste de professeur nouvellement créé. Pour la première fois dans l'histoire récente mais en écho avec l'épisode wilhelmien, un mathématicien intègre le corps enseignant de la Faculté des sciences économiques. Il entreprend de dispenser un enseignement des mathématiques adapté à la formation des économistes. Sur le plan de la recherche, il oriente d'abord son activité vers l'économie mathématique et va jouer un rôle important, par les contacts qu'il établit, dans l'internationalisation de la faculté. Patrick Cohendet, issu de l'Institut de statistique de l'université de Paris, est recruté comme assistant. En dehors de son intervention dans l'enseignement, on fait appel à ses compétences sur le plan de la macroéconomie appliquée, dans un laboratoire alors à dominante macroéconomique. Ce n'est cependant pas sur ce plan, mais d'abord sur celui de l'économie de l'innovation qu'il va marquer fortement le BETA, mais cela relève déjà d'une histoire plus tardive.

Notons toutefois que les mathématiques et la statistique – ce que l'on met sous le chapeau des *techniques quantitatives* – ne sont pas les seuls domaines à s'affirmer dans le nouveau dispositif. L'histoire continue à avoir un statut privilégié, dans le cadre d'une coexistence qui évoque celle qui s'est épanouie dans l'université wilhelmienne. C'est vrai tout particulièrement de l'histoire de la pensée économique, un domaine dans lequel Paul Chamley exerce une influence profonde et durable, un point que nous développerons plus loin.

Sans que l'on puisse qualifier d'éclectique la science économique pratiquée à Strasbourg, la diversité thématique et méthodologique en est certainement une caractéristique majeure – souvent reprochée par la suite au BETA, qui ne saurait pas s'en tenir à une seule spécialité pouvant lui servir d'image de marque. En fait, c'est la variété même des thèmes abordés dès les années 1980 au sein de ce qui est encore un laboratoire de petite taille, de la macro-dynamique à la théorie des jeux, de l'économie de l'innovation à l'histoire de l'analyse économique, mais aussi la variété des approches, théorique ou appliquée, modélisatrice ou institutionnaliste, qui constituent peut-être une image de marque du BETA et plus largement des sciences économiques strasbourgeoises. L'esprit analytique qui a servi de cap à l'*aggiornamento* strasbourgeois ne s'épuise pas dans les thèmes et approches relevant immédiatement de la formalisation, mais investit également l'histoire économique ou l'économie des institutions.

Internationalisation

Durant la période qui va du moment où le processus d'autonomisation se stabilise jusqu'au début des années 1980, les pratiques se professionnalisent. Une communauté scientifique s'est constituée au sein du BETA et s'étend au-delà. L'anglais devient progressivement la langue commune qui permet l'accès aux écrits et présentations des économistes non francophones ainsi que la diffusion des résultats au-delà des frontières. La tenue de séminaires devient régulière et des colloques et journées d'étude sont organisées. Ces deux types de manifestations vont aujourd'hui de soi, mais ils étaient presque totalement ignorés à Strasbourg dans la période qui précède. Par ailleurs, si l'on compare la communauté des économistes strasbourgeois à d'autres communautés de province, la dimension internationale du réseau mis en place par celle-là est probablement le second marqueur de la spécificité du cas strasbourgeois.

Des personnalités étrangères de premier plan passent à Strasbourg.⁶ Des séjours plus longs de professeurs associés – Nicholas Georgescu-Roegen, Axel Leijonhufvud ou Mario Amendola – vont aussi avoir lieu au tournant de la décennie, laissant une forte trace chez les économistes strasbourgeois.

Le deuxième volet de cette internationalisation de l'activité de recherche est l'organisation de grands colloques, notamment la conférence sur le chômage de l'*International Economic Association* (sous la présidence d'Edmond Malinvaud), organisée en 1978 par Jean-Paul Fitoussi.⁷

Un dernier volet se dessine encore au tournant de la décennie, avec l'arrivée à Strasbourg de Louis-André Gérard-Varet, recruté à l'issue du concours d'agrégation de 1979. Au-delà de son importante action sur le plan de la recherche, il contribue à la venue d'un grand nombre de professeurs invités, tous membres ou anciens membres du CORE (Université catholique de Louvain),⁸ lesquels vont régulièrement enseigner, dans le *deuxième* cycle, en participant ainsi de manière significative à la formation des jeunes économistes strasbourgeois.

⁶ On pense notamment à Lawrence Blume, Darrell Duffie, Herschel Grossman, Alan Kirman, Roger Myerson, Keith Pavitt, Reinhard Selten, Hugo Sonnenschein ou James Tobin.

⁷ On peut ajouter le colloque de 1977, également organisé par Jean-Paul Fitoussi, en collaboration avec Nicholas Georgescu-Roegen, sous le titre « Analyse et dialectique dans la théorie de l'évolution » ou encore, à la même époque, le colloque international d'économie mathématique organisé par Philippe Artzner et ayant réuni plusieurs figures majeures du domaine, dont Gérard Debreu.

⁸ On peut citer, parmi d'autres, Claude d'Aspremont, Pierre Dehez, Jean Gabszewicz, Victor Ginsburgh, Werner Hildenbrand, Dominique Peeters, Jacques-François Thisse ou Jean-Philippe Vial (recruté ensuite comme titulaire).

Ces deux traits – la diversité et l'internationalisation – perdent évidemment leur pouvoir distinctif à une époque où la science est devenue le produit de l'activité de gros laboratoires, poursuivie en coopération – ou en compétition – avec le reste du monde. Cependant, dans les années 1970 ou dans la première moitié de la décennie suivante, ils présentent encore une forte spécificité, au regard du passé strasbourgeois comme au regard de la situation des sciences économiques dans la plupart des centres français d'une taille comparable.

Le cas particulier de l'histoire de la pensée économique

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la migration des sciences économiques vers une université des sciences à Strasbourg s'est réalisée essentiellement à l'initiative de Paul Chamley, un historien de la pensée économique. On aurait pu s'attendre à ce qu'un historien classique de la pensée économique, plutôt littéraire, attentif au contexte, cultivant la synthèse, plus enclin à la description et à l'érudition et plutôt réfractaire à la formalisation et à la « sécheresse » des formules et des équations, se soit senti plus d'affinité avec la coalition des professeurs hostiles à l'intégration de l'économie dans une université des sciences. Mais l'approche de l'histoire de la pensée économique adoptée par Paul Chamley était singulièrement différente. Déjà sa thèse sur l'oligopole révèle un grand intérêt pour l'analyse et la formalisation (Chamley 1944). Les œuvres théoriques de Cournot, d'Edgeworth, de Wicksell y sont étudiées avec une volonté soutenue de compréhension précise des raisonnements analytiques déployés par les auteurs. A ses yeux, ce qui mérite l'attention c'est le contenu et la cohérence interne du texte plutôt que les idées générales que l'auteur, comme tout un chacun, est amené à exprimer sur soi et sur le monde. En d'autres termes, ce n'est point l'*idéologie* de l'auteur mais sa *théorie* qui importe. Ce souci du théorique explique également l'intérêt de Paul Chamley pour Hegel (Chamley 1963). En effet chez ce dernier la science ne réside ni dans le commencement ni dans la fin mais dans le développement. Hegel fait usage à ce propos d'un concept couvrant un champ sémantique très large : *Ausführung*, qui renvoie aux notions de réalisation, exécution, actualisation, raisonnement, développement, exposition, présentation⁹. Le travail philosophique mais également scientifique ne se réduit ni ne se limite à un assemblage et à un étalage d'idées aussi géniales qu'elles puissent être par ailleurs. Ce travail est à rapprocher de celui de l'architecte dont le souci est de construire un tout cohérent. Pour exprimer les choses sur un

⁹ « La chose, en effet, n'est pas épuisée dans son *but*, mais dans son *actualisation* [*Ausführung*]; le *résultat* non plus n'est pas le tout *effectivement réel* ; il l'est seulement avec son devenir ; pour soi le but est l'universel sans vie, de même que la tendance est seulement l'élan qui manque encore de sa réalité effective, et le résultat nu est le cadavre que la tendance a laissé derrière soi » (Hegel 1807, p.7).

mode structuraliste, ce qui doit être privilégié ce n'est point la signification intrinsèque et isolée dont sont supposés porteurs les éléments composant l'ensemble mais les *relations* que les termes entretiennent entre eux et la logique d'articulation qui les rapporte les uns aux autres.

La pratique de l'histoire de la pensée économique au BETA porte la marque de cette approche analytique (cf. Dos Santos Ferreira 2012, Ege 2012). Le souci d'appartenance à une école ou à une doctrine n'a jamais animé la pratique scientifique en histoire de la pensée économique à Strasbourg. Celle-ci s'est toujours maintenue à distance des concepts englobants et compréhensifs comme « école », « doctrine », « paradigme », « tradition ». Les synthèses que permettent le recours à ce type de concepts englobants et compréhensifs négligent le travail théorique spécifique de tel auteur au profit d'attitudes générales que les membres supposés d'un ensemble doctrinal sont censés partager ; l'idée finit par l'emporter sur la construction ; le travail analytique particulier se trouve noyé dans des généralisations, en dernière instance subjectives et arbitraires.

Conclusion

Au tournant des années 1970, l'*aggiornamento* des sciences économiques s'est accompli à Strasbourg par l'adoption d'une approche analytique et la prépondérance accordée au travail théorique. Les jeunes économistes de l'époque ont résolument tourné le dos aux études de cas et autres monographies descriptives pour consacrer leurs efforts au travail d'abstraction et à une pratique analytique de la discipline – sans pour autant négliger les applications effectives ou potentielles de la théorie.

Dans l'évolution récente de la pratique scientifique au sein de notre discipline aurions-nous affaire, de nos jours, à un nouvel *aggiornamento* ? Sur le plan de la recherche, les économistes sont fortement incités à porter leur attention au « réel » pour se mettre en phase avec l'orientation empiriste et contextualiste aujourd'hui dominante dans la discipline. Le chercheur est sommé d'apprendre à toujours s'appuyer sur les données disponibles et à en créer continûment de nouvelles (que l'on songe à la profusion du *big data*), à concevoir des expériences toujours plus sophistiquées, de préférence sur le terrain, à construire des faits stylisés et à proposer des récits plausibles. Sur le plan de l'enseignement, il s'agirait de mettre à jour les pratiques pédagogiques en vigueur par le renforcement du caractère professionnalisant des cursus et l'intégration d'études de terrain et de cas pratiques. On espère ainsi pouvoir coller à la modernité et répondre en outre à la demande sociale.

Un tel *aggiornamento* ferait-il écho à celui que les sciences économiques ont connu à Strasbourg au tournant des années 1970 ? Comme notre récit raisonné de cet épisode l'a montré, cet *aggiornamento*-là ne s'est pas accompli par la référence à des exigences épistémologiques *a priori* ou par le ralliement à l'orientation dominante du moment. L'objectif visé était plutôt d'accéder par une démarche analytique à un travail théorique, qu'il s'agisse de théorie « pure » ou appliquée. Certes, il s'agissait de se rapprocher de l'état atteint ailleurs par la discipline, d'où notre insistance sur le terme d'*internationalisation*. Mais le souhait de substituer à la description des faits désintégrés et disparates des raisonnements analytiques et des constructions conceptuelles organisées est plutôt intemporel, la fin ultime de toute activité scientifique étant par nature l'élaboration de théories.

En ce sens, le virage pris aujourd'hui par les sciences économiques, même s'il répond en particulier à la volonté d'exploiter les voies ouvertes par la révolution informatique, est paradoxalement tourné vers un certain passé. Par ce retour à la discipline telle qu'elle était pratiquée dans les universités françaises avant les années 1970 et plus encore à l'empirisme et à l'inductivisme prônés un siècle auparavant par les historicistes allemands, nous revivons en réalité un fétichisme du « réel » et un souci nostalgique du concret. Un *aggiornamento* visant une telle orientation de la discipline ne constituerait-il pas en fait une forme de passéisme ?

Références

Bridel, Pascal. 2008. Bortkiewicz et Walras : Notes sur une collaboration intellectuelle avortée. *Revue d'économie politique*, 118 : 711-742.

Chamley, Paul. 1944. *L'oligopole*. Paris : Presses Universitaires de France.

Chamley, Paul. 1963. *Economie politique et philosophie chez Steuart et Hegel*. Paris : Dalloz.

Dos Santos Ferreira, Rodolphe et Ragip Ege. 1989. Les sciences économiques entre l'histoire et les mathématiques : L'épisode wilhelmien. In Henri Durantou et Hervé Barreau (eds), *Les Sciences en Alsace. 1538-1988*. Strasbourg : Oberlin, 303-330.

Dos Santos Ferreira. 2012. History of economic analysis as analysis of historic economics. *History of Economic Ideas*, XX: 25-35.

Ege, Ragip. 2012. History of economic analysis as text analysis. *History of Economic Ideas*, XX: 37-50.

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. [1807] 1946. *Phénoménologie de l'esprit*. Traduction de Jean Hyppolite. Paris : Aubier Montaigne.

Le Van-Lemesle, Lucette. 1986. De la société d'économie politique aux Facultés de Droit : Caractères et paradoxes de l'institutionnalisation de l'économie politique en France au XIXe siècle. *Économies et Sociétés*, Série PE, 6 : 223-237.

Olivier-Utard, Françoise. 2015. *Une université idéale ? Histoire de l'Université de Strasbourg de 1919 à 1939*. Strasbourg : Presses Universitaires de Strasbourg.